

La répression des étudiants de Lubumbashi des 11 et 12 mai 1990. Analyse de cet évènement et de ses conséquences sur les relations Belgique-Zaïre en 1990.

Englebert Anaëlle (UCLouvain – master en histoire)

Évoquée principalement comme étant la cause de la rupture brutale des relations de coopération entre la Belgique et le Zaïre, la répression des étudiants de l'Université de Lubumbashi la nuit du 11 au 12 mai 1990 reste un évènement aux contours obscurs.

Par l'analyse du corpus inédit d'archives du ministère des Affaires étrangères belges (dont le ministre est Mark Eyskens), ce travail approfondit de multiples éléments de la crise belgo-zaïroise du mois de mai au mois d'août 1990. Il s'attarde sur la question de l'importance des droits de l'homme au sein de l'aide à la coopération occidentale, une préoccupation au centre de ce contentieux belgo-zaïrois, qui s'est conclu par l'arrêt provisoire de la coopération technique belgo-zaïroise et par le départ des membres des ONG belges du Zaïre en août 1990. La responsabilité des autorités belges dans la rupture des relations est examinée et les archives ont permis de remarquer l'impact des ambitions personnelles des différents décideurs politiques belges et zaïrois. Cette crise belgo-zaïroise peut être divisée en deux phases chacune précédée d'un élément déclencheur causé par un pays, puis l'autre : d'abord les sanctions préventives belges le 25 mai 1990 et ensuite l'ultimatum zaïrois le 22 juin 1990. La Belgique a rejeté la responsabilité sur l'ultimatum zaïrois et le Zaïre accuse les sanctions belges. Plusieurs des raisons pour lesquelles la Belgique a accepté le rejet de sa coopération sont développées dans ce travail.

Cette recherche porte en outre sur les sources (e.a. : témoignages écrits par des étudiants rescapés transmis par les ambassadeurs belges, lettres de protestations des autorités locales) dont la Belgique disposait lors de ses accusations à l'encontre du gouvernement zaïrois. Ces sources sont confrontées à de nombreux témoignages zaïrois, des articles de presse et des travaux-sources portant sur les incidents de Lubumbashi, permettant d'offrir une nouvelle vision d'un point de vue d'historien. L'analyse de la presse représente un autre élément phare de cette recherche, non seulement pour son intérêt en tant que source, mais également en tant qu'acteur historique et catalyseur des opinions diplomatiques belges et zaïroises. Enfin, ce travail observe la réaction de la Communauté Européenne, de la France et des États-Unis vis-à-vis de la rupture belgo-zaïroise en s'appuyant sur des archives de la Communauté Européenne de 1989 à 1992.